

Budget : simple comme bonjour ?

CONTRÔLE BUDGÉTAIRE Le fédéral cherche entre 313 millions et 1 milliard

- Le gouvernement aura le choix : soit un contrôle budgétaire « facile ».
- Soit préserver le « matelas de sécurité » inclus dans le budget 2017.

Le comité de monitoring – qui rassemble les hauts dirigeants des administrations fédérales et de la Sécurité sociale et est chargé de surveiller l'évolution des recettes et des dépenses publiques – a rendu son verdict vendredi en fin d'après-midi.

Pour maintenir le budget fédéral (plus exactement : le budget de « l'entité 1 », qui regroupe les administrations fédérales et la Sécu) sur les rails, la suédoise va devoir « trouver », lors du contrôle budgétaire qui doit se tenir d'ici à Pâques, entre 313 millions et un peu plus de 1 milliard d'euros.

Deux lectures sont possibles. L'une, optimiste, est celle que privilégiait vendredi la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), qui se focalisait sur le bas de la fourchette : « C'est un montant limité comparé au budget global et au regard des contrôles budgétaires précédents, notamment grâce à la dynamique économique positive insufflée par le gouvernement. Les emplois sont là, la dynamique entrepreneuriale se confirme, la consommation reprend. Il est normal qu'on commence à en récolter progressivement les fruits au niveau budgétaire. »

Une autre lecture est cependant possible, si l'on prend comme référence le haut de la fourchette.

A priori, une fourchette aussi large laisse rêveur. L'explication est simple. La suédoise, afin

d'éviter une déconvenue comme celles provoquée l'an dernier par des recettes fiscales nettement moins élevées qu'attendu, a inclus dans le budget 2017 un « buffer » (un « matelas de sécurité ») de 739 millions.

Selon le comité de monitoring, si le gouvernement fédéral sort aujourd'hui ce « joker », l'effort additionnel serait en effet limité à 313 millions. En revanche, si la suédoise ne souhaite pas entamer le « buffer », elle devrait trouver 739 millions de plus. Le comité de monitoring ne se prononce pas sur l'opportunité de conserver cette « marge de sécurité » ou de l'utiliser dès maintenant. La décision, bien entendu, est politique. Et l'enjeu est assez simple à comprendre : utiliser le « buffer » dès maintenant va grandement faciliter la vie de la suédoise. Somme toute, trouver 313 millions ne sera pas trop délicat. Et les choses seraient vite emballées. Mais le gouvernement n'aurait plus de parapluie si, plus avant dans l'année, le temps devait se gâter.

À ce propos, il faut rappeler que la Cour des comptes a rendu, début décembre, un rapport très critique sur le budget 2017, jugeant certaines mesures mal étayées et, surtout, mettant en doute la réalité du « buffer ».

Selon la Cour des comptes, il ne serait pas de 739 millions, mais de 482 millions. Et ce montant serait nécessaire pour tenir la trajectoire budgétaire que la suédoise s'est fixée pour respecter les règles budgétaires européennes.

Un « kern » ce samedi

Il faut rappeler que le budget 2017 table sur une amélioration du solde structurel (comprenez : hors mesures one shot et impact de la conjoncture) de 1,2 % du PIB – une gageure au regard des

performances des dernières années, mais qui vise aussi à corriger le dérapage des finances publiques en 2016.

Pour atteindre cet objectif, la suédoise a ainsi prévu, en octobre dernier, un effort global de plus de 3 milliards d'euros. Les 313 millions encore à trouver s'y ajouteront.

Et, si la suédoise entend atteindre l'équilibre budgétaire structurel l'an prochain, de nouveaux efforts seront nécessaires lors de la confection du budget de l'an prochain, que la ministre du Budget chiffre à 4 milliards d'euros.

Le comité des ministres restreint (« kern ») se réunira ce samedi après-midi pour un premier tour de table. Le gouvernement Michel espère boucler ce contrôle budgétaire de printemps d'ici à la fête de Pâques. ■

DOMINIQUE BERNIS

DÉCLARATION

Belfius en Bourse dans les 2 ans

Ce vendredi, dans une interview au *Tijd*, le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA) a plaidé pour une mise en Bourse partielle de Belfius dans les 2 ans. Le ministre insiste cependant sur l'importance de maintenir l'ancrage belge de Belfius. « Aujourd'hui, deux grandes banques belges sur quatre sont déjà dans des mains étrangères », explique-t-il. À noter que la mise en Bourse partielle de la banque est également ce que souhaite le management. Sur le modèle de Proximus, coté à la Bourse de Bruxelles, mais avec une participation majoritaire de l'État (54 % dans le cas de l'opérateur télécoms).

D.B.